



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



page 3 :

LE SAHARA "ESPAGNOL" DOIT
DECIDER LUI-MEME DE SON SORT -
- SENGHOR : TOUT POUR PLAIRE
^ SES MAITRES

page 4 :

MESURES SUR L'IMMIGRATION :
QUAND L'INHUMANITE SE DOUBLE
D'HYPOCRISIE

page 6 :

LE MECONTENTEMENT PAYSAN
EXPLOSE EN FRANCE

page 7 :

LES EVENEMENTS DE GRECE :
DES ILLUSIONS QUI COUTENT
CHER AUX TRAVAILLEURS



prix: 1 Franc

N° 19 — 28 juillet 1974

GUINEE-BISSAU,
MOZAMBIQUE, ANGOLA

LE GOUVERNEMENT
PORTUGAIS

FAIT TRAINER
LES CHOSES...

...LES SOUFFRANCES
DES POPULATIONS
CONTINUENT

Les jours passent et, malgré les belles déclarations des dirigeants portugais, la libération des territoires colonisés d'Afrique n'est pas encore une réalité.

Bien sûr, Spinola vient de faire une déclaration parlant de la nécessité de hâter le règlement de la question des colonies. Mais ce n'est pas de déclarations que les peuples opprimés ont besoin.

(suite page 2)

Bien sûr, l'indépendance des territoires dominés actuellement par le colonialisme portugais est inéluctable. Mais, malgré cela, la répression coloniale continue. Le nouveau régime portugais, qui comprend en son sein la Gauche portugaise, n'est pas prêt à laisser purement et simplement les Africains de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée - Cap-Vert décider de leur sort sans aucune entrave, sans les soumettre à d'odieux marchandages.

Les récents événements de Luanda, qui ont fait des dizaines de morts, montrent en tout cas que, si le gouvernement envisage de quitter les territoires africains, ce n'est certes pas aux mains des couches laborieuses de la population qu'il va les laisser. Car, pendant qu'il tente de dialoguer avec les leaders nationalistes des différents mouvements d'indépendance, en qui, en fin de compte, il ne trouve pas des adversaires de classe, il réserve un traitement fait de brutalités et de fusillades aux travailleurs, comme ce fut le cas à Luanda.

Mais, ces brutalités dirigées contre les travailleurs, ces crimes perpétrés durant le "dernier quart d'heure", ainsi que la lenteur des pourparlers engagés, signifient aussi que le gouvernement de Lisbonne ne veut quitter ses colonies qu'à la condition de sauvegarder le maximum de ses intérêts, quitte à prolonger encore pour cela les souffrances des populations africaines. Les travailleurs des territoires colonisés par le Portugal ne doivent donc compter avant toute chose que sur leurs propres forces pour arracher leur liberté.

Même le fait qu'il y ait, au sein du gouvernement portugais, des hommes de gauche ne doit en rien changer ce jugement.

Car le Parti Communiste Portugais, qui se réclame de la classe ouvrière, bien loin de la mobiliser pour la défense de ses propres intérêts et pour un règlement rapide du problème colonial, cherche bien plus à endormir les travailleurs en leur prêchant la confiance dans le gouvernement des militaires. Si son secrétaire se déclare "confiant" que le droit à l'indépendance allait bientôt "se concrétiser pour la Guinée-Bissau", il ne dit mot des autres territoires, couvrant ainsi la politique menée par le gouvernement. Les partis de gauche se contentent de ballader les travailleurs portugais dans des manifestations de soutien à un régime contrôlé par les militaires et qui, au premier conflit social important, se retournera contre les travailleurs. Les partis de gauche, s'ils menaient **une politique** défendant avec hardiesse les intérêts des travailleurs portugais, en les appelant à se méfier des militaires au pouvoir auraient du même coup défendu les intérêts des populations colonisées par la bourgeoisie portugaise. Mais, bien au contraire, ces partis de gauche, PC en tête, se font finalement les complices de la bourgeoisie portugaise et l'aident à mieux sauvegarder ses intérêts à un tournant délicat pour elle.

Les travailleurs africains de ces colonies eux, en tout cas, peuvent contraindre le colonialisme portugais à céder plus rapidement qu'il ne le voudrait en portant la lutte dans toutes les entreprises, sur tous les chantiers, dans toutes les villes et toutes les agglomérations afin de rendre la vie intenable au colonialisme et à ceux qui défendent sa politique en Afrique.

L'intervention des travailleurs indépendamment des partis nationalistes qui sont en négociations secrètes, sans aucun contrôle des peuples sur eux, peut donner un autre caractère à la lutte anti-colonialiste. Et c'est en fin de compte cette intervention-là qui seule peut être efficace à la fois pour déjouer les plans qui se combinent entre le gouvernement portugais et les partis nationalistes et donner une perspective d'un réel changement aux populations des colonies portugaises.

LE SAHARA "ESPAGNOL" DOIT DECIDER LUI MEME DE SON SORT

Le Premier ministre du Maroc vient de rendre visite au président français Giscard d'Estaing. Le représentant d'un pays anciennement colonisé par la France est venu demander à l'impérialisme français de l'aider à récupérer les territoires colonisés actuellement par l'Espagne. En effet, le Rio de Oro, ou Sahara "espagnol", est occupé par le colonialisme espagnol qui est trop heureux d'avoir la mainmise sur les mines de phosphate qui s'y trouvent.

Mais ces territoires sont aussi convoités par la Mauritanie et l'Algérie. Et chacun de ces pays tente, à sa manière, et sans aucunement s'adresser aux populations du Sahara, de s'accaparer ce petit territoire où vivent quelques dizaines de milliers de personnes, en majorité des nomades.

D'ailleurs, que ce soit l'aide de l'ancienne puissance colonisatrice de l'Afrique qui soit recherchée par le Maroc en dit long sur le sort qu'il réserve pour plus tard aux populations de ce pays et sur l'estime qu'il leur porte.

Pour nous, révolutionnaires socialistes, c'est au peuple du Sahara de décider lui-même de son sort. C'est à lui de se prononcer en toute liberté sur son avenir. Nous sommes pour le droit à l'autodétermination du Sahara dit espagnol. Et cela suppose avant tout le départ du colonialisme espagnol du Sahara.

oOo

SENGHOR : TOUT POUR PLAIRE A SES MAITRES

Une cinquantaine d'élèves du lycée Van Vollenhoven de Dakar ont été exclus à la suite d'un chahut organisé en classe, au cours duquel l'enseignante, une coopérante française, a été blessée. Le gouvernement du Sénégal, pour dédommager la coopérante, lui a donné les insignes de l'Ordre national du Lion. Parallèlement, il a donc sanctionné collectivement toute la classe, pour le simple fait d'avoir assisté sans réagir à l'incident avec l'enseignante.

Le gouvernement sénégalais a donc à coeur de protéger les coopérants contre toute forme de vexation ou d'attaque, au point de prendre des mesures particulièrement rigoureuses contre tous ceux qui s'en sont rendus coupables. On pourrait apprécier une telle délicatesse si le régime de Senghor montrait autant de vigueur pour intercéder auprès du gouvernement français lorsque les travailleurs africains en France sont victimes d'attaques autrement plus difficiles à supporter et de vexations autrement plus régulières.

Mais pourquoi donc Senghor ne fait-il pas un scandale contre toutes les humiliations racistes à l'encontre des travailleurs africains en France ? Pourquoi ne dénonce-t-il pas publiquement la carence criminelle du gouvernement français envers les assassins fascistes qui s'exercent sur les ouvriers émigrés ?

Puisqu'il ne le fait pas, il n'a aucun droit moral à s'en prendre à quelques adolescents comme ceux du lycée Van Vollenhoven.

oOo

MESURES SUR L'IMMIGRATION :

QUAND L'INHUMANITE SE DOUBLE D'HYPOCRISIE

Les mesures prises par le gouvernement français pour interrompre — d'après ses déclarations, jusqu'en octobre seulement — l'entrée de travailleurs émigrés en France commencent à produire leurs premiers effets. Les contrôles aux frontières deviennent sévères et le nombre de ceux qui sont refoulés a augmenté.

Il s'agit d'une de ces mesures à la fois répressives et hypocrites dont les autorités nous gratifient chaque fois qu'elles se penchent sur le sort des travailleurs émigrés.

Mesures hypocrites dans la façon dont elles ont été présentées d'abord. Le gouvernement a osé prétendre limiter les entrées nouvelles pour mieux s'occuper des conditions de vie et de logement de ceux qui sont déjà installés en France. Moins de trois semaines après ces mesures, le secrétaire d'Etat Postel-Vinay, un des principaux artisans de ces mesures, s'est senti obligé de démissionner tellement le budget qui a été alloué pour la construction de logements pour les travailleurs émigrés est faible. Cette démission, et pour cette cause, n'est-ce pas la façon la plus claire d'avouer que le secrétaire d'Etat et les siens avaient menti lorsqu'ils nous avaient promis des choses qu'il ne pouvaient pas permettre en contrepartie des mesures limitant l'émigration ?

Mais ces mesures de blocage de l'émigration sont hypocrites à un niveau plus général encore. Le gouvernement sait pertinemment que, même si un contrôle renforcé aux frontières arrête l'immigration dite légale, il n'arrêtera pas l'immigration clandestine. Il rendra seulement cette dernière plus pénible et plus dangereuse..

Ce n'est pas que la perspective de travailler comme manoeuvre ou comme OS et de loger dans des foyers infects soit tellement alléchante qu'elle pousse des dizaines de milliers de paysans et d'ouvriers africains à quitter leur pays pour prendre le chemin de l'émigration. Mais, à un bout de la chaîne de l'émigration, il y a la misère des campagnes en Afrique et l'impossibilité de trouver du travail dans les villes et, à l'autre bout, il y a l'industrie des pays capitalistes avancés dont le besoin en main d'oeuvre aspire les bras qui ne trouvent pas d'emploi en Afrique. Entre les deux, il y a un lien, car c'est le même système capitaliste — et souvent les mêmes grandes sociétés capitalistes comme Lesieur et bien d'autres — qui appauvrit les campagnes, qui bloque le chemin d'une certaine industrialisation intérieure en Afrique, et qui attire en France ou en Europe, pour les exploiter, les travailleurs qu'il avait déracinés au préalable.

Il n'y a pas que le problème de l'immigration en France, il y a en même temps celui de l'émigration de l'Afrique, et le pourquoi de cette émigration. Et le fond de ce problème, c'est que tous ceux qui désirent vivre et travailler en Afrique devraient pouvoir le faire. Personne ne devrait être contraint de prendre le chemin de l'exil pour vivre et pouvoir faire vivre sa famille. Et combattre pour le socialisme, c'est combattre pour une société où les hommes ne seraient plus contraints de prendre leurs décisions sous les coups de fouet de la misère, mais consciemment et librement.

Alors, quand les serviteurs du capitalisme parsèment d'obstacles le chemin de l'exil sur lequel leur propre système pousse des millions d'hommes, ils rajoutent à l'inhumanité fondamentale du système une touche répugnante de plus.

Il ne faut pas s'étonner de la façon dont les capitalistes en France nous attirent, parfois en venant nous chercher, lorsque leur production manque de bras capables de produire du profit — et de la façon dont ils nous rejettent dès qu'ils n'ont pas besoin de nous. Il ne suf-

fit pas de s'en indigner non plus. Il faut surtout comprendre que c'est là la loi d'un système social inique, le système capitaliste, et que, finalement, cette loi vaut pour tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité. Et il faut surtout comprendre qu'on ne pourra mettre fin à un tel puits d'injustices, d'inhumanité qu'en mettant fin au système capitaliste.

oOo

LE MECONTENTEMENT PAYSAN EXPLOSE EN FRANCE

Bien des travailleurs et des paysans africains qui constatent ici en France des explosions périodiques du mécontentement des paysans peuvent se poser la question : mais qu'est-ce qui pousse donc ces paysans français, qui vivent tellement mieux que les paysans africains, à manifester, à descendre dans la rue et à se battre ?

Il est vrai que les paysans français, même parmi les plus pauvres, possèdent des instruments, des équipements, des tracteurs et même des terres qui, pour l'écrasante majorité des paysans maliens, mauritaniens ou sénégalais paraissent un rêve inaccessible. Et pourtant...

Certes, les paysans en France vivent mieux que leurs semblables en Afrique. Mais, malgré cela, ils constatent que ce ne sont pas eux qui bénéficient en premier lieu du fruit de leur travail. Pendant que les prix à la consommation des produits agricoles s'envolent, les prix auxquels les intermédiaires capitalistes rachètent aux paysans leurs produits stagnent ou augmentent moins vite que la dégradation de la monnaie.

La différence va dans les poches de tous ces intermédiaires capitalistes, grossistes, entreprises de stockage, usines de transformation alimentaires, grosses surfaces de distribution, etc.

Alors, les problèmes se posent en France différemment qu'en Afrique à bien des égards, et la gravité de ces problèmes n'est certes pas la même dans les deux cas. Mais, dans les deux cas, le problème de fond est le même : dans le système capitaliste, ceux qui travaillent, qui produisent les richesses de la société, qui la font vivre sont justement les plus mal servis. Ce sont justement eux qui doivent se battre tout le temps pour sauvegarder leurs conditions d'existence, alors que les parasites, les profiteurs et les exploités de toute sorte n'ont pas de souci à se faire.

A leur façon, et même si c'est inconscient de leur part, les paysans en France se heurtent au même système capitaliste d'exploitation qui nous saigne tous, ouvriers et petits paysans, de par le monde. Nous sommes donc solidaires de leur combat.

LES EVENEMENTS DE GRECE :

DES ILLUSIONS QUI COUTENT CHER AUX TRAVAILLEURS

La Grèce n'est plus dirigée par les colonels et les Généraux. Ils ont remis le pouvoir pacifiquement à un gouvernement civil dirigé par un vieux politicien réactionnaire, Caramanlis.

Le seul fait de ce changement a été accueilli par la quasi-totalité de ceux qui, pour des raisons plus ou moins profondes, étaient opposés à la dictature militaire grecque, comme un changement fondamental, comme un retour de la Grèce à la liberté. En particulier, tous les partis de gauche de par le monde, partis socialistes comme partis communistes, ont non seulement salué en l'arrivée au pouvoir de Caramanlis l'effondrement de la dictature, mais, même s'ils formulent encore quelques critiques à l'égard du nouveau gouvernement, c'est de lui et de son évolution qu'ils attendent tout.

Pourtant, c'est justement ce qui s'est passé en Grèce lorsque l'armée arriva au pouvoir en 1967 qui devrait mettre en garde tous les travailleurs, en Grèce comme ailleurs, du danger mortel que court la classe ouvrière si elle fait confiance à l'évolution légale, si elle attend son salut des institutions de l'Etat, du gouvernement, ou du Parlement.

A la veille du coup d'Etat de 1967, la Grèce se préparait à des élections. Les élections intervenaient dans une période de montée de revendications des ouvriers et paysans pauvres grecs. L'écrasante majorité des mécontents, de ceux qui aspiraient à un changement de leur sort, de ceux qui voulaient à la fois des conditions de vie meilleures et les libertés démocratiques déjà fortement limitées à l'époque, mettaient leurs espoirs dans ces élections. Tous les grands partis, toutes les organisations qui se réclamaient des travailleurs propageaient, renforçaient cette idée que les élections pouvaient changer fondamentalement les choses, que les travailleurs devaient mettre tous leurs espoirs dans une majorité de gauche au Parlement, majorité qui apparaissait possible et même probable avant les élections.

Pas un de ces partis n'a cherché à mettre en garde les travailleurs en leur disant : "Ne vous fiez pas aux seules urnes, car la réalité du pouvoir n'appartient pas au Parlement, ni aux politiciens qui s'y agitent, tout cela n'est que le décor, le véritable pouvoir appartient à ceux qui disposent de la force armée, à l'armée justement et à la police". A plus forte raison, aucun de ces partis n'a cherché à préparer les travailleurs à une intervention de l'armée, ni politiquement ni moralement, et encore moins organisationnellement et matériellement.

Et c'est justement parce que les travailleurs n'étaient ni préparés, ni même avertis de l'éventualité d'un coup de force par l'armée, c'est parce qu'ils étaient aveuglés par l'illusion que si une majorité de gauche sort des urnes tout pourra être changé, que l'armée a pu passer à l'action sans difficulté et réussir son coup. Avant même que les élections aient lieu, les militaires se sont emparés du pouvoir et se sont attaqués avec la plus grande violence et la plus grande brutalité à la classe ouvrière, à ses organisations politiques et syndicales, à ses militants. Toutes les organisations de la classe ouvrière ont été interdites et ceux qui les animaient pourchassés, mis en prison, ou envoyés dans des camps de concentration. Des milliers de travailleurs, de militants ouvriers ont été torturés, assassinés. Les militaires voulaient extirper non seulement toute organisation, mais jusqu'à la volonté et à la capacité de s'organiser. Ils voulaient une classe ouvrière vaincue, démoralisée, incapable de se défendre. Ils ont fait en un mot, juste avant une éventuelle arrivée de la Gauche au pouvoir, ce que les militaires chiliens ont fait des années après l'arrivée au pouvoir de la Gauche. Mais, dans les deux cas, les organisations des travailleurs n'ont rien fait pour préparer la classe ouvrière à éviter le bain de sang en leur désignant la menace et en les organisant pour y faire face.

Bien sûr, une fois installés au pouvoir, la dictature ne s'en est pas pris à la seule classe travailleuse et à ses organisations. Exercer un pouvoir absolu, sans contrôle, de manière à accomplir jusqu'au bout la répression, a amené les militaires non seulement à interdire même les partis bourgeois et leur presse, mais à écarter de la vie politique même les politiciens de droite qui avaient pourtant salué le putsch. Et la dictature militaire totale que nous connaissons si bien dans tant de pays d'Afrique s'est installée en Grèce, en réglant les problèmes politiques avec la même brutalité, et en contrôlant même la vie de tous les jours, en imposant ce qu'il fallait lire et ce qu'il ne fallait pas, en interdisant la musique de tel compositeur opposé au régime, en réglementant jusqu'à la longueur des jupes des femmes.

Et si, finalement, l'armée a dû quitter sinon le pouvoir, du moins le devant de la scène politique, c'est qu'elle a voulu régler de la même manière autoritaire et violente un problème de politique extérieure, celui de Chypre.

Cette île, naguère colonie anglaise, qui a accédé à l'indépendance après une période de lutte d'émancipation, est habitée en majorité de Grecs, avec une forte minorité turque. Deux populations que les colonialistes britanniques avaient toujours dressées l'une contre l'autre, suscitant ou attisant les haines nationales de façon à mieux les dominer toutes les deux. Procédé que nous n'avions que trop connu sous la domination coloniale en Afrique.

L'extrême droite grecque a toujours affirmé la nécessité d'annexer Chypre à l'Etat grec, sans jamais se demander quelle était la volonté de la population locale. Les grandes puissances, qui avaient préparé naguère l'indépendance de l'île à leur façon, ne s'en sont pas plus préoccupés d'ailleurs. L'envie des colonels grecs d'intervenir à Chypre était d'autant plus forte — et ils trouvaient des oreilles d'autant plus complaisantes auprès des services secrets américains — que le Parti Communiste de Chypre est un des plus forts du monde, qu'il y avait des organisations ouvrières, réformistes certes, mais puissantes et que, de surcroît, le chef de l'Etat, Makarios, menait, dans le domaine international, une politique teintée de neutralisme. Par ailleurs, l'essentiel des forces militaires de Makarios était commandé et encadré par des officiers grecs.

Les colonels ont cru le moment venu de régler à leur manière le problème chypriote et, en fomentant un coup d'Etat militaire, de briser les organisations de gauche et, par la même occasion, de préparer des jalons pour l'annexion de l'île. Seulement, si, pour la première partie de leur programme, ils avaient une chance d'avoir le consentement d'autres puissances intéressées par l'évolution de la vie politique à Chypre, sur la deuxième partie, ils heurtaient directement les intérêts de la Turquie. Le coup d'Etat, bien que réussi, et la première partie du programme fortement entamée, avait déclenché une intervention militaire turque. La tentative des militaires grecs de régler par la violence et dans leur intérêt le problème chypriote s'est heurtée à la volonté d'autres militaires, turcs cette fois, de défendre les leurs de la même manière. Les colonels ont échoué. Et, pour éviter les graves dissensions que cet échec risquait d'entraîner, y compris au sein de l'appareil d'Etat, l'armée a préféré prendre elle-même l'initiative de céder la direction des affaires politiques à des civils et, en particulier, à l'homme politique réactionnaire Caramanlis.

Pour tous les bacards petits-bourgeois, pour tous les réformistes, ce remplacement des militaires par des civils à l'intérieur du gouvernement suffit pour qu'ils parlent de retour à la démocratie et à la liberté en Grèce. Un des deux partis communistes existant en Grèce a dores et déjà décidé de soutenir le gouvernement Caramanlis.

C'est là une politique criminelle. Certes, Caramanlis a fait marche arrière par rapport à la dictature militaire ouverte sur quelques points bien précis. Il a fait libérer les prisonniers politiques, en particulier ceux du sinistre bagne de l'île de Laros. Il a fait entrer dans son gouvernement quelques personnalités politiques de gauche.

Mais, pour le reste, rien n'est changé en Grèce. La quasi-totalité des entraves à l'exercice des libertés démocratiques demeure. Tous les textes de loi frappant les partis de gauche qui ont été édictés par les colonels ou par les régimes dictatoriaux antérieurs restent en vigueur.

Et, surtout, le pouvoir de Caramanlis continue à reposer sur la même armée et la même police que le régime des colonels. Et, même si le nouveau gouvernement est conduit à écarter

certains tortionnaires parmi les plus compromis — ce qui est encore loin d'être le cas —, cela ne change rien au fond : l'armée peut, quand elle le veut et quand les besoins de la bourgeoisie l'exigeront, sortir de la pénombre où elle s'est volontairement retirée pour recommencer de nouveau ce qu'elle avait fait en 1967.

Aussi, le rôle de toute organisation qui se place du côté des travailleurs n'est pas de susciter des faux espoirs parmi ces derniers en leur disant qu'ils doivent faire confiance à la bonne volonté du réactionnaire Caramanlis.

Les travailleurs grecs ont déjà payé une fois de mille souffrances et de la destruction de leurs organisations les illusions qu'ils avaient — et que les partis de gauche avaient puissamment développées — dans les institutions parlementaires de la bourgeoisie et les hommes politiques bourgeois.

Qui a la force a le pouvoir. Tant que c'est la caste des brutes de l'armée qui monopolise la force, les travailleurs sont à leur merci. Et, même s'ils arrivent à conquérir telle ou telle amélioration, ces acquis peuvent être repris.

Aussi, la seule garantie pour les travailleurs grecs est leur conscience que l'Etat des bourgeois est leur ennemi mortel, quel que soit l'homme qui se trouve momentanément à sa tête ; et qu'il faut qu'ils se préparent et s'organisent pour briser cet Etat, pour dissoudre l'armée et la police des bourgeois. En attendant d'être prêts à le faire, il faut qu'ils se gardent comme la peste de tous ceux qui leur conseillent de faire confiance à cet Etat.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.